

Le nouvel État aura besoin de stabilité

A Rocher-Noir, le haut-commissariat de la République française vit actuellement ses dernières heures. Dès que l'indépendance de l'Algérie aura été reconnue par le général de Gaulle, le haut-commissaire français cédera ses pouvoirs à l'Exécutif provisoire. Une nouvelle période transitoire va s'ouvrir en attendant la naissance d'une Assemblée constituante algérienne.

Comment sera gouvernée l'Algérie pendant cette période ? Il est encore impossible de l'assurer formellement. Deux thèses contradictoires s'affrontent : pour les uns, l'Exécutif provisoire sera seulement chargé de gérer l'Algérie, et c'est le G. P. R. A. qui détiendra en fait les compétences suprêmes en matière de défense, d'affaires étrangères, de finances. On peut trouver une confirmation de cette thèse dans les propos de M. Ben Khedda qui, en même temps qu'il apportait sa caution à l'Exécutif pour son action depuis le cessez-le-jeu, parle déjà de cet organisme au passé. Pour les autres, toutes les compétences du gouvernement de l'Etat souverain seront réunies à l'Exécutif provisoire élargi par l'admission de nouveaux membres du G. P. R. A.

A cette incertitude s'en ajoute une autre, plus importante : elle concerne la direction du F. L. N. La réunion de Tripoli du C. N. R. A. avait mis en évidence les divergences existant au sein de cette direction. Comme vient de le montrer la « démission » de M. Khider, les divergences ont été accrues à l'occasion des contacts O. A. S.-Exécutif provisoire, et du compromis qui en est résulté. Ceux des dirigeants du F. L. N. — comme M. Ben Bella — qui avaient accepté avec réticence les accords d'Evian, voient dans ce compromis comme une confirmation de leur thèse, selon laquelle ces contacts entraîneront la révolution algérienne à perdre progressivement son caractère révolutionnaire, à pactiser de plus en plus avec le « néo-colonialisme ».

RETROUVAILLES

ET DISSONANCES

L'affaire Khider peut être considérée comme un signal d'alarme. Si M. Khider s'est finalement soumis à la direction collégiale, il ne semble pas que rien soit en fait résolu. Selon des informations parvenues en Algérie le G. P. R. A. avait décidé de créer, pour refaire son unité, une Commission de six membres, représentant, semble-t-il, toutes les tendances : MM. Ben Bella, Belkacem Krim, Boudiaf, Ferrat Abbas, Boumendjel et Boumedienne, chef d'état-major de l'A. L. N. Mais, vendredi, on indiquait que cette Commission n'était pas parvenue à un accord et M. Ben Bella avait gagné Tripoli. Sans doute ne s'agit-il que de péripéties. Mais il est certain que le référendum passé, l'actualité algérienne va être dominée par les prises de position à l'intérieur du F. L. N., et surtout par les « retrouvailles » du F. L. N. de l'extérieur avec le F. L. N. de l'intérieur, avec le peuple algérien avec la réalité algérienne. Ces retrouvailles ne seront pas exemptes de surprises. Placés à des postes différents et dans des circonstances différentes, les dirigeants nationalistes qui paraissent unis par le même but n'ont pas tous évolué de la même manière.

Il était donc fatal que les dissonances apparaissent dans leur manière d'agir et de penser. On

Suite de l'article de J. DUQUESNE

l'a bien vu quand les cinq ex-détenus du château d'Aunoy ont retrouvé les hommes du G. P. R. A. de Tunis. De la même manière, des dissonances apparaîtront sans doute quand les dirigeants de l'extérieur, quels qu'ils soient, vont retrouver, dans les tout prochains jours, ceux de l'intérieur. Ce sont ces derniers, puisqu'ils sont les plus proches du peuple, qui trancheront finalement. Il n'est pas certain que leur influence s'exerce en faveur des leaders considérés comme les plus durs. Sans doute, M. Ben Bella est-il le plus populaire des dirigeants algériens, mais il semble que son attitude, jugée trop personnelle, l'ait desservi auprès des responsables de l'intérieur, dans certaines Willayas au moins, d'où l'insistance du F. L. N. de mettre en garde la population algérienne contre le « culte de la personnalité ».

Le débat qui va ainsi s'engager est essentiel, car de sa conclusion dépend toute l'orientation de l'Algérie dans les prochains mois. Il était inévitable, et on le retrouve dans tous les mouvements révolutionnaires au moment où ils prennent le pouvoir. Mais s'ils ne parvenaient pas à un accord assez large leur permettant d'agir avec dynamisme, les dirigeants F. L. N. porteraient une lourde responsabilité devant le peuple algérien. Au cours des dernières semaines, on a pu constater l'espérance — parfois naïve — que ce peuple a placée en l'indépendance et en ses lendemains. Fatalement, ceux-ci ne « chanteront », pas toujours, et de petites déceptions sont prévisibles. Avec réalisme, les dirigeants du F. L. N. y ont parfois préparé les populations au cours des réunions électorales qu'ils ont organisées. Mais la déception serait terrible. Or, ce pays a besoin maintenant de retrouver la stabilité.